



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société SAFETY KLEEN
pour son établissement implanté à AVELIN**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT), parue au journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant la SA SAFETY KLEEN à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juin 2014 imposant à la SA SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à AVELIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 22 août 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 23 août 2023 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'ensemble des meilleurs techniques disponibles issues des conclusions du Bref WT parus suite à la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT), parue au journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018 et notamment la MTD 14 visant la réduction des émissions atmosphériques diffuses et la MTD 19 visant la consommation d'eau et la réduction des rejets d'eau ;
2. l'exploitant n'a pas engagé l'ensemble des actions sur lesquelles il s'était engagé suite à l'inspection du 22 novembre 2021,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société SA SAFETY KLEEN FRANCE , ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 65 avenue Jean MERMOZ à la 93120 LA COURNEUVE est mise en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite ZA Les Marlières à 59170 AVELIN :

- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED :
 - article VI Annexe 3.1 (d) : IED MTD WT 14 visant la réduction des émissions atmosphériques diffuses ;
 - article VII Annexe 3.1 : IED MTD WT 19 visant la consommation eau et la réduction rejets eaux ;
- arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 autorisant la SA SAFETY KLEEN à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN :
 - article 16.5 : sûreté ;
 - article 18.1 : plan de secours ;
 - article 17.2 : moyens de secours ;
 - article 4.2 : gestion des eaux potentiellement polluées ;

- article 4.4 : cuvettes de rétention ;
- arrêté préfectoral du 10 juin 2014 imposant à la SA SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à AVELIN :
- article 14.4 : conditions de stockage.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télerecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de la commune d'AVELIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de la commune d'AVELIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles

l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 22 JUL. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

